

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20127 - 77ÈME ANNÉE

Conséquence d'un néocolonialisme à l'origine du chômage de masse, de la pauvreté et de la vie chère

Présidentielle : rejet d'une gouvernance de La Réunion

Près de 40 % d'abstention, près de 10 % de votes blancs et nuls, et l'extrême droite dépasse 32 % des inscrits pour près de 60 % des suffrages exprimés : tel fut le message des électeurs réunionnais au second tour de l'élection présidentielle. Ce résultat ne peut s'expliquer par le seul rejet de la politique du gouvernement de ces 5 dernières années, c'est tout un système qui doit être remis en cause à la suite de ce tsunami politique. Depuis sa création, le Parti communiste réunionnais milite pour remettre en cause ce système et cette gouvernance : la création d'une Conférence territoriale élargie où sera élaboré un projet réunionnais.

Le message des Réunionnais au second tour de la présidentielle est très clair : 40 % d'abstention, plus de 9 % de votes blancs ou nuls, 32 % des inscrits qui votent pour un parti d'extrême droite et 22 % des inscrits pour le président sortant. A La Réunion, l'extrême droite, en pourcentage, a réalisé un score nettement plus élevé qu'en France : plus de 59% des suffrages exprimés.

Sur le plan des suffrages exprimés, le pourcentage de l'extrême droite atteint presque 70 % en Guadeloupe, alors qu'à la Guyane, à la Martinique et à Mayotte, son score est voisin de celui obtenu à La Réunion. La différence est une abstention plus forte dans ces départements : la majorité des électeurs a refusé de voter.

50 ans de chômage de masse

Ce résultat ne peut s'expliquer par le seul rejet de la politique du gouvernement de ces 5 dernières années. La situation sociale dans ces départements et notamment à La Réunion est dramatique. A La Réunion, près de 40 % de la population survivait sous le seuil de pauvreté avant la crise COVID, Pôle emploi dénombre 180.000 travailleurs à la recherche d'un emploi, le mal-logement touche plus de 100.000



personnes tandis que le coût de la vie est si cher que l'État verse à ses agents titulaires une « prime de vie chère » égale à 53 % du salaire, tandis que le SMIC, les retraites, les bourses des étudiants et les prestations sociales sont les mêmes qu'en France. Le chômage de masse fait qu'une grande partie de la population réunionnaise dépend de revenus minimums.

Cette situation n'a pas été provoquée par le premier mandat d'Emmanuel Macron à la présidence de la République. Déjà en 1974, une étude du Conseil général constatait que 25 % des travailleurs étaient des chômeurs. C'est une crise structurelle, elle découle d'une gouvernance.

Le néocolonialisme à la place de l'égalité

Depuis le 19 mars 1946, La Réunion est un département. C'était une revendication du mouvement social pour mettre fin à la misère coloniale. L'application de la loi fut dévoyée. A la place de l'égalité, les Réunionnais eurent droit au néocolonialisme. Paris maintient

la paix sociale à coup de contrats aidés et d'aides sociales pour avoir la garantie d'une importante base dans l'hémisphère Sud. Ceci a pour conséquence d'importants transferts publics. Cet argent venu de France et d'Europe est ensuite consommé en grande partie dans des filiales d'entreprises souvent françaises. La Réunion permet donc de transformer de l'argent public en profits privés rapatriés ensuite principalement en France. Difficile dans ces conditions d'envisager le développement d'un pays. Les relations commerciales essentiellement tournées vers l'Europe accentuent la crise, comme le soulignent les conséquences de la guerre en Ukraine sur les importations à La Réunion.

Conférence territoriale élargie

Ce néocolonialisme a une structure politique : l'essentiel se décide à Paris et les adaptations de la loi à nos contraintes spécifiques ne peuvent se faire qu'à Paris. Dans ce système, les Réunionnais ne peuvent s'appuyer que sur des messagers qui doivent obtenir du gouvernement ou de la majorité de l'Assemblée nationale un soutien aux revendications. Ce système n'a manifestement pas permis d'améliorer la situation comme le souligne le résultat du second tour de la présidentielle. La défiance ne concerne pas seulement les parlementaires chargés de transmettre les

messages, mais l'ensemble de la classe politique : la quasi-totalité des parlementaires, des maires, les présidents des collectivités avaient appelé à voter Macron au second tour, ou tout du moins à faire barrage à l'extrême droite. Au final, l'extrême droite réalise un score historiquement élevé à La Réunion, avec près de 20 points de plus qu'en France. C'est un tsunami politique qui vient de frapper notre île. Cette crise de confiance entre la population et ses élus n'est pas une fatalité, elle est la conséquence du néocolonialisme.

Depuis sa création, le Parti communiste réunionnais milite pour remettre en cause ce système et cette gouvernance. Il propose de placer les Réunionnais au centre de toute politique. Le PCR revendique la création d'une Conférence territoriale élargie où sera élaboré un projet réunionnais. C'est à l'État qu'il reviendra d'accompagner ce projet en adaptant la loi en fonction des besoins exprimés par les Réunionnais, et en accompagnant financièrement le projet.

Le message des Réunionnais est clair : ils ne veulent plus de ce système. Qui d'autres que les Réunionnais sont-ils les mieux placés pour concevoir et appliquer les mesures nécessaires pour sortir enfin le pays du néocolonialisme responsable du chômage, de la pauvreté et de la vie chère ?

M.M.

Présidentielle : « les résultats expriment une rupture de confiance »

Malgré un taux de participation en hausse par rapport au 1er tour, le second tour de l'élection présidentielle a été marquée, une nouvelle fois, par un fort taux d'abstention.

Tout d'abord, je voudrais remercier tous les militantes et les militants qui ont tenu les bureaux de vote et les électrices et les électeurs qui se sont déplacés pour aller voter.

A Sainte-Suzanne, et sur toute La Réunion, les résultats expriment une rupture de confiance et le manque d'écoute des gouvernements successifs depuis des décennies.

La situation dans notre île, qualifiée « d'hors normes » par l'INSEE, ne cesse de s'aggraver avec un taux de pauvreté 3 fois plus importante qu'en France et un taux de chômage 2,5 à 3 fois plus élevé qu'au niveau national.

La question de l'urgence sociale, de la revalorisation

des retraites et des bas salaires et de l'avenir de notre économie dont la filière canne-sucre-rhum-énergie se posent de manière plus forte à La Réunion.

Pour y répondre, j'ai remis à Monsieur Castex, pour le Président élu, lors de sa venue dans notre île, 10 propositions pour un nouveau « Contrat de confiance avec les Réunionnaises et Réunionnais ».

Cette co-construction d'un projet Réunionnais pour un développement durable et solidaire de notre Pays à travers la Conférence Territoriale Publique élargie à toutes les forces vives devient nécessaire et urgente.

Maurice Gironcel
Maire de Sainte Suzanne
Président de la CINOR
Président du SIDELEC

Là où les peuples ont plus de libertés, le rejet de l'extrême droite a été plus fort que celui du bilan d'Emmanuel Macron

Rejet de l'extrême droite dans les collectivités dotées de l'autonomie

Le second tour de l'élection présidentielle a de nouveau montré les spécificités des collectivités dites d'outre-mer. Le seul point commun est une abstention nettement supérieure à la France. Dans les anciennes colonies devenues départements, l'extrême droite est arrivée en tête mais dans les collectivités ayant le statut d'autonomie, l'extrême droite a été rejetée par les votants qui ont placé Emmanuel Macron en tête, voire largement comme en Kanaky Nouvelle-Calédonie.

Le second tour de l'élection présidentielle a donné lieu à des résultats très divers dans les anciennes colonies françaises intégrées à la République sous forme de départements ou de collectivités dotées de l'autonomie. Le seul point commun est une abstention nettement supérieure à la France. A l'exception de La Réunion où le taux de participation était de 60 %, de Wallis et Futuna où il dépassa 60 % et de Saint-Pierre et Miquelon où il se situa à 57 %, dans toutes les autres collectivités, plus de la moitié des électeurs a refusé de prendre part à ce scrutin.

L'extrême droite en tête dans les départements non-autonomes

Chez les votants, le résultat du second tour fait apparaître des résultats opposés selon le statut. Dans les anciennes colonies devenues départements français le 19 mars 1946, le second tour de l'élection présidentielle a souligné l'ampleur du rejet de la politique menée par Paris, ainsi que de la défiance envers une classe politique qui a quasi-unanimement appelé à faire barrage à l'extrême droite. La situation de crise est elle qu'en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion, la majorité des vo-

tants a choisi de glisser le bulletin d'un parti d'extrême droite à l'orientation raciste connue de tous. N'importe quel bulletin placé à côté de celui du président sortant aurait sans doute eu le même résultat. L'extrême droite frôle les 70 % en Guadeloupe et dépasse 60 % à La Réunion.

Même à Mayotte, peuplée quasi-uniquement de musulmans, l'extrême droite arrive en tête alors qu'elle prétend que l'immigration musulmane en France est l'origine de nombreux problèmes. C'est dire l'ampleur de la crise dans cette île.

L'extrême droite menace les libertés

Dans les collectivités dotées de l'autonomie, le résultat est bien différent mis à part les collectivités de Saint-Pierre et Miquelon qui fut un département, et de Saint-Martin/Saint-Barthélemy qui était encore des communes du département de Guadeloupe en 2007.

Partout ailleurs, l'extrême droite a été rejetée compte tenu du fait que son adversaire était le président de la République sortant qui avait un bilan très loin d'être favorable. C'est notamment le cas en Kanaky Nouvelle-Calédonie où elle ne recueille que 39 % des suffrages, ou à Wallis et Futuna où elle ne dépasse pas 32 %. Le résultat est plus serré en Polynésie, avec 48 % des voix pour l'extrême droite.

Manifestement dans ces pays, le rejet de l'extrême droite a été plus fort que celui du président sortant. Sans doute que l'extrême droite y apparaît comme un danger mortel pour les libertés durement conquises par ces peuples, notamment le droit d'avoir leur propre politique de l'emploi.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Inn la kolèr pran moi !

Mézami dimansh de moun la vote pou zélékssyon prezidan la républik. Zot i koné kissa la gagné donk la pa bézoin mi répète sak zot la fine antand sépa konbien mil foi dopi dimansh o soir. Mé issi la Rényon la pa li la gagné ; issi la Rényon sé madame Le Pen la gagné.

L'èr-la, konm in bonpé, mi domande amwin kossa k'i pé fère k'in majorité rényoné i vote pou in kandidate konmsa. Mi pé trouv bonpé rézon, mé an parmi mi pé trouv in rézon é sète-la mi panss sé in bon rézon : la kolèr, mé in rézon mal kanalizé – d'après mwin.

Dabor la kolère : mi panss èl lé léjitime pou toute sak i ariv shé nou dopi dé tanzédétan. Mi sava pa dire toute kalité rézon demouné néna d'ète an kolèr, mé zot konm mwin ni koné la majorité lo pèpe rényoné néna dé rézon pou li ète an kolèr. Anpliss ké sa, la kolère lé pa né yèr, èl lé né dopi lontan é èl lé ramassé. Donk i fo pa ni konte fé pass ali toutsuite pou toutsuite d'in kou d'baguète majik.

Li va pass pétète in pé avèk noute libérassion si èl i ariv in zour.

Aprés mi di la kolèr lé mal kanalizé é kossa mi vé dire par-la. Mi vé dire nou lé an kolèr, mé san konète bien klèrman kissa é kossa la mète anou an kolère dopi lontan. Bande zom politik rényoné ? On pé, mé sirtou bouc émissaire. Macron, li l'ariv néna dè zour ! Bouc émissaire galman mèm si i fé pèye ali pou lé fote passé la plipar d'tan lézot la fé.

La vré rézon, sanm pou mwin, é mon parti la fine di sa dopi lontan, sé pars nou néna in sistème lésploittassion k'i apèl lésploittassion néo-kolonyalist é k'i ral anou toutan déyèr. L'inégalité ? Sé li. L'inzistis ? Sé li. Lésploittassion ? Sé ankor li. La vi shère bazé dsi in sistème konsomassion li la in poze a nou ? Sé li. La pèrte nout shans ? Sé li touzour. La Mizère pou in bonpé ? Sé li galman.

Alor nou la kalkil noute biltin d'vote i pé pèrmète anou dir nou lé an kolèr é sé konmsa ké lo vote la done sak li la doné. Zot i pans mwin lé dan l'érèr ? Pétète in pé mé pa san pour san.

Inn la kolèr pran moi.

Justin